

provinces maritimes seulement, de \$14,000,000 ou \$15,000,000. Je pense que cela concerne un peu le commerce d'exportation.

M. PATERSON. Non.

M. BOWELL. Il peut se faire que je ne sois pas capable de me faire comprendre mon honorable ami.

M. PATERSON. Cette augmentation est due à d'autres causes. Elle est due à l'importation de \$30,000,000 en or, provenant de la puissance de production du peuple et de l'exportation de ses produits.

M. BOWELL. J'admets très volontiers que si le peuple n'avait pas d'argent, il ne pourrait pas acheter.

M. PATERSON. Où trouve-t-il l'argent ?

M. BOWELL. A moins que le peuple ait de l'argent pour acheter, il n'achètera pas. S'il a de l'argent, c'est dû à la prospérité générale du pays, produite, dans une grande mesure, par le développement considérable de l'industrie manufacturière. L'honorable député dit que l'argent a été importé dans le pays. J'admets cela, et je prétends de plus que c'est un des résultats du tarif protecteur. Si nous ne manufacturons pas autant que nous le faisons aujourd'hui, tous les produits de la ferme seraient expédiés dans les pays étrangers, et au lieu d'en rapporter de l'argent pour le dépenser ici, nous en rapporterions leurs produits pour notre consommation. Si nous exportons en Europe 100,000 minots de grain, et si nous en rapportons de l'or en échange, au montant de \$200,000, c'est autant d'argent que nous avons à dépenser ici en achats des produits de nos manufactures. Tandis que, si nous importons, à leur place, des articles manufacturés étrangers, c'est autant d'argent que nous enlevons à la circulation ici. Tant que nous exporterons dans les pays étrangers et que nous en rapporterons de l'or, et tant que nous fabriquerons ici les marchandises dont nous avons besoin pour la consommation, le pays prospérera. Je sais que ce principe ne rencontre pas les vues du chef des libre échangistes, mais j'ai plus de foi dans une once de pratique que dans toutes les théories de ces messieurs.

M. MACKENZIE. Et les résultats ?

M. BOWELL. Et dans les résultats ?—L'honorable député a mentionné particulièrement la question du fer en gueuse. Il dit que, sous l'ancien tarif, l'exportation du fer en gueuse a été plus grande qu'à présent. Ceux qui connaissent quelque chose de la fabrication du fer en gueuse, savent que les usines de Londonderry sont les seules que nous ayons eues dans ce pays depuis un certain nombre d'années.

M. MACKENZIE. Oh, non. Nous en avons eu aussi à Trois-Rivières.

M. BOWELL. Depuis un certain nombre d'années, ai-je dit. Les usines de Trois-Rivières n'ont fabriqué qu'une seule espèce de produits. On sait de plus qu'à l'époque où l'honorable député est tombé du pouvoir, ces usines et tout le pays étaient, si je puis m'exprimer ainsi, presque en banqueroute. Il peut être vrai que l'exportation du fer en gueuse ait été plus grande alors qu'à présent, et il peut y avoir deux raisons pour cela. Si cet article n'a pas été fabriqué dans le pays pour l'exportation, comme il ne l'était pas en 1878, il s'ensuit que l'exportation a dû consister en fer en gueuse anglais et écossais, qui fut importé dans ce pays, mis en entrepôt, et ensuite exporté à l'étranger. Voilà comment l'honorable député peut expliquer son commerce d'exportation de 1878.

M. PATERSON. Mes chiffres ne comprennent que les produits canadiens.

M. BOWELL. Cela ne peut être, vu que le fer en gueuse n'a pas été fabriqué en quantité valant la peine d'être mentionnée durant les années 1877 et 1878. L'état dans lequel se trouve actuellement les usines de Londonderry, est celui-ci :

M. BOWELL

au lieu de fabriquer du fer en gueuse pour exportation, elles transforment le fer en gueuse en fer affiné et en poutres et celles-ci en fer en barre.

Bien que tout l'établissement ait été occupé nuit et jour, durant l'année dernière, il n'a pas été capable d'exécuter toutes les commandes qu'il a reçues dans ce pays, et s'il n'a pas exporté les produits de ses deux haut-fourneaux, qui sont actuellement en pleine activité, au lieu d'un seul qu'il avait auparavant, c'est parce qu'il consomme les produits de ses mines et de ses haut-fourneaux dans le pays plutôt que de les exporter. C'est la seule réponse qui puisse être donnée et, à mon avis, elle est concluante. J'avais l'intention de demander à l'honorable député, avant qu'il fit son dernier discours, quelles industries avaient été entravées à tel point qu'elles avaient été ruinées sous l'opération du tarif actuel ? Mais il nous a dit qu'il n'avait jamais vu les manufactures aussi prospères, dans le pays, qu'elles le sont aujourd'hui. Or, si elles fleurissent, elles doivent avoir un marché quelconque pour l'écoulement de leurs produits. Si ce n'est pas par le commerce d'exportation, c'est alors, comme je l'ai dit, par le commerce interprovincial qui s'est développé dans une si grande mesure et qui se développe constamment.

Je sais que la politique de l'honorable chef de l'opposition (il n'est pas présent, mais mon argument n'en est pas moins pertinent) qu'il a formulée surtout dans ses discours prononcés dans les provinces maritimes, durant la dernière année, est que ces provinces ne doivent commercer ni avec l'Ontario, ni avec Québec, que leur débouché, leur marché naturel, pour leurs produits, sont les Etats-Unis. Le chef actuel de l'opposition a déclaré, dans un discours prononcé à Summerside, je pense, que les Etats-Unis étaient le marché naturel de ces provinces et qu'elles ne devraient pas être forcées de commercer avec les autres provinces.

M. ANGLIN. Très bien, très bien.

M. BOWELL. L'honorable député dit : "Très bien, très bien." Je pouvais admirer son compatriote, M. Parnell, quand il voulait obliger ses concitoyens de ne se servir que de produits manufacturés par eux-mêmes ; je pouvais, dis-je, l'approuver sur ce point autant que je le désapprouve sur sa politique générale ; je pouvais l'approuver quand il disait au peuple : "Vétissez-vous avec ce que vous produisez dans votre pays, parce que si vous vous servez de vos propres étoffes, ce sera le produit de vos mains et des manufactures de votre propre pays."

Mais il n'y a pas de comparaison à établir entre un homme qui défend une telle politique et un homme qui dit à ses compatriotes : "Allez dépenser votre argent dans un pays étranger et ruiner les manufacturiers des autres provinces."

Je le répète, lorsque je puis admirer la politique de l'un, parce qu'elle donnerait du travail à ses propres compatriotes, je ne puis avoir, et le pays est certainement avec moi, qu'une très-vive antipathie, pour ne dire rien de plus, contre le chef d'un grand parti, qui conseille à une portion de ses concitoyens, dans cette Confédération, d'aller aux Etats-Unis et d'y acheter avec leur argent les marchandises dont ils ont besoin au lieu de s'adresser aux manufacturiers de leur propre pays.

M. ANGLIN. Il n'a jamais parlé de la sorte ; j'étais présent.

M. BOWELL. Je ne sache pas que cette dénégation soit la preuve du contraire de ce que j'avance, si j'en juge par le passé de l'honorable député ; mais, cependant, suivant l'usage parlementaire, je suis tenu d'accepter sa rectification. Je parle seulement d'après des rapports de discours que j'ai lus et qui étaient représentés comme ayant été prononcés par l'honorable chef de l'opposition.

S'il a été mal rapporté, bien entendu, j'ai tort de lui attribuer un tel langage ; mais j'ai coupé le discours dans le temps et je l'ai encore en ma possession.

M. ANGLIN. Lisez-le.